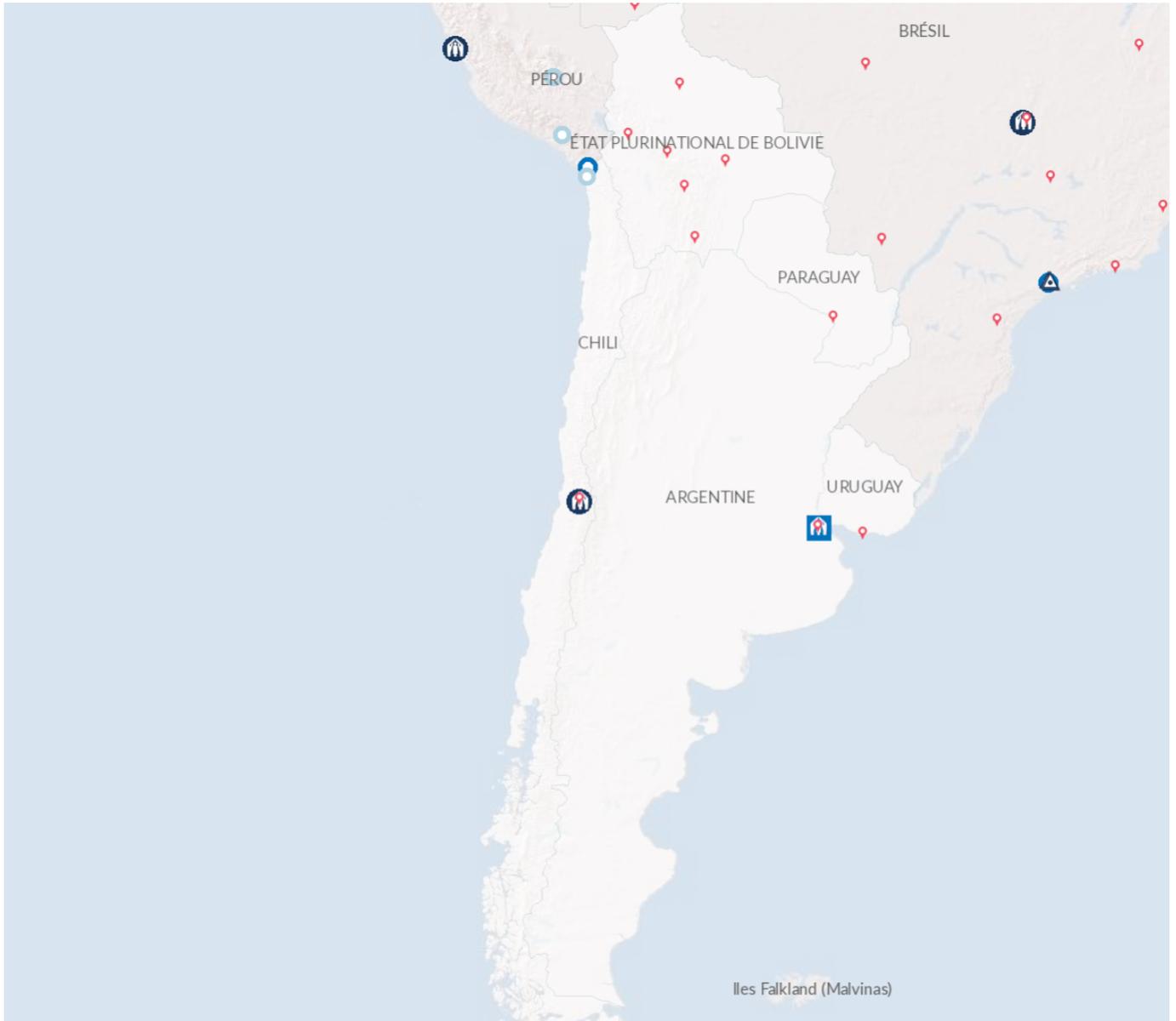




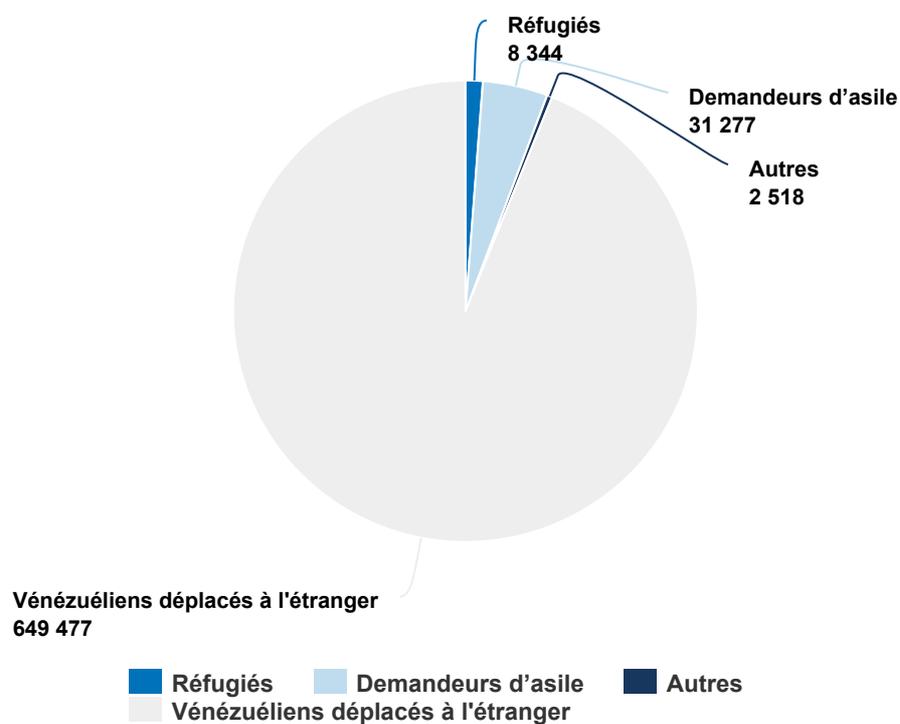
Opération: Argentine - Bureau multi-pays



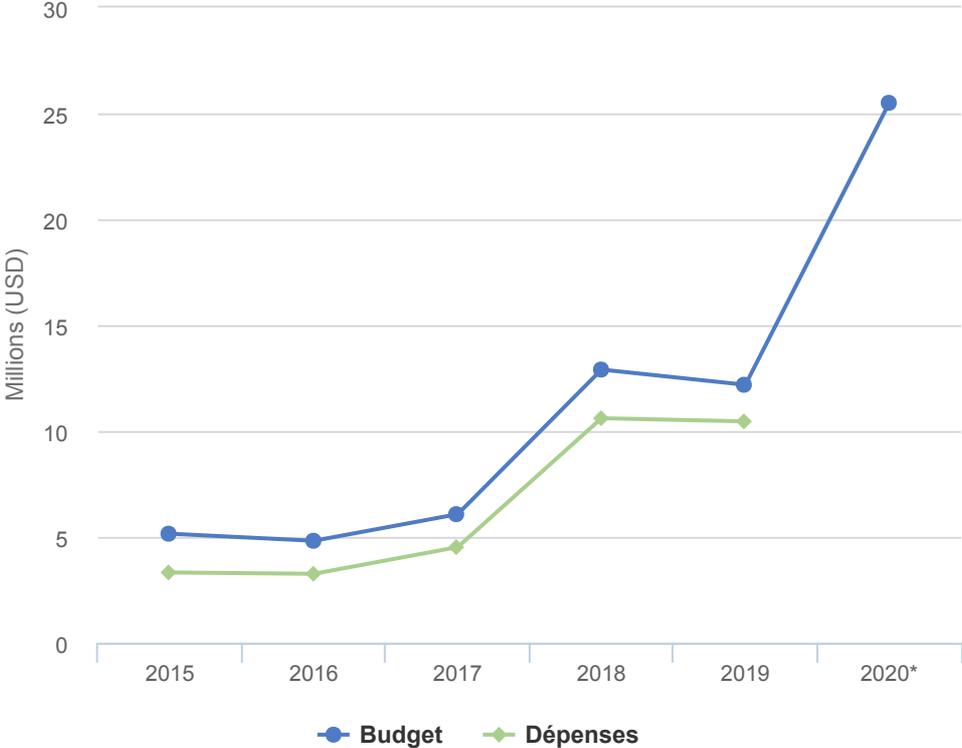
## Personnes relevant de la compétence du HCR

- 38 % EN 2019

<b>2019</b>	691,616
<b>2018</b>	1,120,647
<b>2017</b>	241,989



# Budgets et Dépenses - Argentine - Bureau multi-pays



## Contexte opérationnel

Comme ailleurs en Amérique latine, 2019 a été une année particulièrement versatile, la situation dans la sous-région étant caractérisée par une instabilité politique, sociale et économique. Le ralentissement économique a provoqué des troubles sociaux et de violentes manifestations ; l'État plurinational de Bolivie a connu un changement de gouvernement ; et un processus de réforme constitutionnelle a été engagé au Chili. Des politiques d'entrée restrictives dans la sous-région ont obligé beaucoup de réfugiés et de migrants à avoir recours à des moyens irréguliers de déplacement et d'entrée.

La crise vénézuélienne a représenté un thème récurrent dans le discours politique des cinq pays de la sous-région. L'Argentine et le Chili, les deux pays qui abritent la plus forte population vénézuélienne, ont adopté des politiques d'accueil différentes : si l'Argentine a continué d'appliquer une politique de portes ouvertes aux réfugiés et migrants, à compter de juin, le Chili a introduit des exigences supplémentaires, obligeant les Vénézuéliens à obtenir un visa de tourisme ou un permis de résidence temporaire pour pouvoir entrer dans le pays.

## Tendances démographiques

La population relevant de la compétence du HCR dans la sous-région a atteint près de 691 600 personnes. Ce chiffre comprenait quelque 31 300 demandeurs d'asile, 8 300 réfugiés reconnus et 2 500 personnes de différentes nationalités, en plus de quelque 649 500 Vénézuéliens déplacés à l'étranger.

Si 93% des personnes relevant de la compétence du HCR étaient vénézuéliennes, les Colombiens, les Cubains, les Dominicains et les Haïtiens ont continué d'arriver et de demander une protection internationale. L'Argentine et l'Uruguay ont aussi continué d'accueillir des réfugiés par le biais de la réinstallation ou des programmes de voies complémentaires, notamment des réfugiés syriens depuis le Liban et des familles salvadoriennes avec des besoins de protection internationale.

## Chiffres clés

- 2 800 individus ont participé à des formations sur mesure axées sur l'insertion dans le marché du travail, l'inclusion financière et sur les possibilités d'entrepreneuriat facilitées par le HCR, en coopération avec des partenaires du secteur privé.
- 2 300 personnes relevant de la compétence du HCR parmi les plus vulnérables ont reçu des aides en espèces à usages multiples et des bons d'achat pour couvrir leurs besoins essentiels.
- 2 000 personnes ont été aidées par la fourniture d'abris transitoires au Chili.
- 1 550 personnes (en majorité des femmes et enfants vénézuéliens) ont reçu des vêtements chauds et des couvertures.
- 1 000 personnes ont bénéficié de services de protection comme une information juridique et une orientation, des soins de santé primaires et un accès à Internet dans les « points de service et d'orientation » créés en Argentine et dans l'État plurinational de Bolivie.
- 450 réfugiés syriens ont été réinstallés en Argentine.

## Principales réalisations

- Au Chili, le HCR a renforcé sa présence à Arica et a établi une présence dans la région d'Antofagasta.
- Dans le cadre de son approche communautaire, le HCR a collaboré avec une trentaine d'organisations locales vénézuéliennes et fourni des informations, des activités de renforcement des capacités et un soutien.
- Le HCR a activement participé au Forum MERCOSUR des commissions nationales pour les réfugiés (CONARE) et a appuyé le processus régional de Quito.
- Grâce au plaidoyer du HCR, le Gouvernement paraguayen a accordé le statut de réfugié à plus de 700 Vénézuéliens en utilisant une approche de reconnaissance collective.

- Dans le cadre de l'initiative régionale des « villes solidaires », le HCR a collaboré avec 30 autorités locales dans la sous-région pour améliorer l'inclusion socio-économique des personnes relevant de sa compétence.

## Besoins non satisfaits

- Faute de financements suffisants, le soutien aux régimes nationaux d'asile dans les pays couverts par le bureau multipays a été réduit, ce qui a provoqué un arriéré de plus de 31 800 cas en attente d'examen.
  - Des fonds supplémentaires étaient nécessaires pour élargir la présence aux principaux points d'entrée aux frontières comme Salta, Cordoba et Mendoza (Argentine) ; Guayaramerin, Villazon, Villamontes (État plurinational de Bolivie) ; et Chuy (Uruguay).
  - Le manque de fonds a réduit les capacités d'aide d'urgence, notamment l'accès aux abris d'urgence, aux soins de santé primaires et au soutien social de quelque 2000 familles vulnérables au Chili.
  - Le manque de fonds a aussi limité la capacité de l'organisation à soutenir les activités d'inclusion économique locale.
-